

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE



erreur ou fautes
d'avril ?

jeudi
11 mars 1976
1er avril
No 448 461
1,50 F
B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source
Commission paritaire,
No 47 291

châteauroux

Veto paysan à une vente aux enchères

Cent cinquante petits paysans, appartenant pour la plupart au Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA), venus de quatre cantons, ont empêché mardi la vente aux enchères publiques d'une ferme à Villegouins (Indre).

Le notaire n'a pu que dresser un procès verbal de carence, reconnaissant qu'il n'avait pu procéder à la vente devant la mobilisation des paysans.

Ceux-ci exigent que la propriété, qui appartient à la commune de Villegouins, soit mise en vente à l'amiable, que le prix proposé ne dépasse pas l'estimation des Domaines et que les terres soient attribuées à un petit paysan qui les exploite lui-même.

Comité de coordination des foyers en grève Face aux nouvelles manœuvres de la Sonacotra

Depuis plus d'un an la grève des foyers se poursuit dans les foyers Sonacotra, suscitant une magnifique solidarité des travailleurs principalement immigrés, qui se sont groupés dans un comité de coordination unitaire représentatif de l'ensemble des résidents.

La direction de la Sonacotra s'obstine toujours à ignorer la plateforme revendicative qui lui a été communiquée en décembre 1975 et multiplie chantage et répression, en collusion avec la police. Pendant toute une semaine, à St-Denis, Pierrefitte, Garges-les-Gonnesse, des cars de CRS ont tourné sans arrêt autour des foyers, utilisant des méthodes de «contrôle» qui virent au passage à tabac.

L'Union locale CFDT de St-Denis s'est déclarée solidaire de la lutte des résidents des foyers Sonacotra et s'élève contre la répression et les provocations qui frappent les résidents et leurs délégués.

Le comité de coordination des foyers en grève vient par ailleurs de publier un communiqué appelant à la lutte (voir page 3).

JOUR DE COLERE EN PALESTINE OCCUPEE

«Des gens sont venus de l'extérieur. Ils ont pris ma terre, la terre qui était aussi celle de mes ancêtres. Et maintenant ils veulent m'obliger à quitter ma maison. Pourquoi ? De quel droit agissent-ils ainsi ?»

Toute la réalité de l'occupation sioniste en Palestine occupée est contenue dans ces simples paroles d'un paysan palestinien. C'est pour manifester sa détermination de récupérer ses terres, sa patrie, que hier mardi 30 mars, «Jour de la terre» dans tous les territoires occupés, le

peuple palestinien s'est dressé comme un seul homme, uni autour de son unique porte-parole légitime l'OLP, pour faire entendre bien haut sa colère et son refus de l'occupant sioniste.

Pendant que dans tous les pays arabes, de puissantes manifestations de solidarité se déroulaient, le même jour à Paris le meeting organisé par l'Union générale des étudiants palestiniens (GUPS) obtenait un éclatant succès.

Paris

Vibrant meeting de solidarité

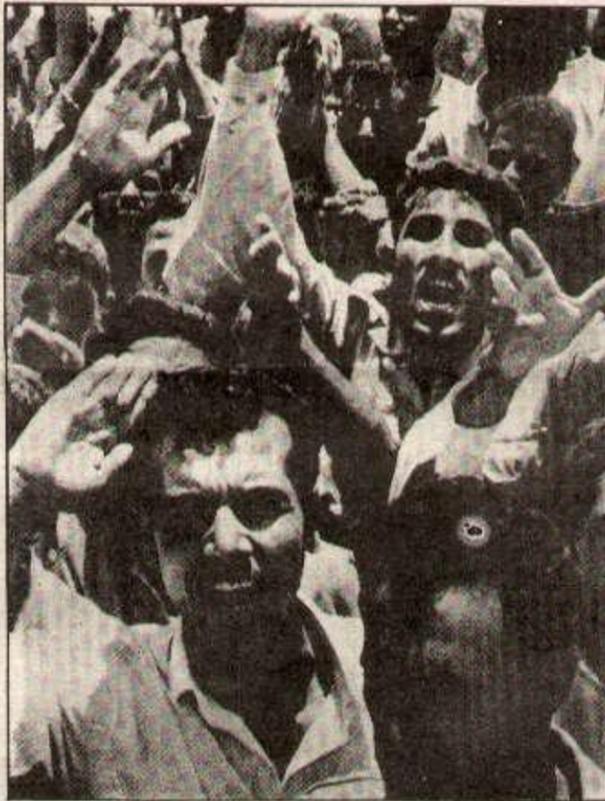
Une foule nombreuse, chaleureuse, militante, s'était réunie mardi soir, salle de la Mutualité, à l'appel des étudiants palestiniens. De nombreuses organisations d'étudiants arabes et d'amitié avec la Palestine s'étaient joints à cette initiative.

Après une émouvante minute de silence à la mémoire des martyrs tombés dans la lutte, en quelques mots, la présidente de la GUPS retraçait le sens de cette journée de lutte de tout le peuple palestinien, les associations étudiantes arabes exprimaient leur solidarité militante à la lutte révolutionnaire du peuple palestinien contre le sionisme, le racisme, l'impérialisme et l'hégémonisme. Puis tour à tour, le Collectif national pour la Palestine, l'Association médicale franco-palestinienne, l'Association France-pays arabes exprimaient le soutien du peuple de France à la cause de la Résistance palestinienne.

Sur la terre de France, la Palestine en lutte était présente, sa cause était acclamée, la certitude de sa victoire habitait tous les cœurs.

Au cours de son intervention Ezzedine Kalak devait notamment déclarer, évoquant la mort d'un jeune manifestant palestinien de 11 ans, assassiné ce jour par les sionistes :

«Lorsqu'il est né en 1965, quelques combattants palestiniens venaient pour la première fois de franchir les frontières artificiellement créées de la Palestine pour écrire une nouvelle page de l'histoire du peuple palestinien. A l'époque, personne ou presque, en Occident, n'avait entendu parler du peuple palestinien. Mais aujourd'hui, 11 ans après, lorsqu'il est tombé sous les balles criminelles d'un soldat sioniste, notre révolution s'est imposée au monde entier. La mort d'Ali prouve s'il le faut que la Palestine est toujours vivante dans le cœur de toutes les générations palestiniennes, dans



Puissantes manifestations populaires contre l'occupant sioniste.

le cœur des générations de tous les peuples qui sont en lutte pour leur indépendance, pour leur souveraineté et leur liberté. Avec le martyr d'Ali et de ses camarades de toutes les générations, de toutes les régions, de toutes les couches sociales palestiniennes, c'en est fini avec le mythe des Palestiniens du silence. Que le monde d'aujourd'hui écoute leur grondement, leur colère, leur voix, celle de la Révolution palestinienne... C'est la voix aujourd'hui du peuple palestinien, c'est la voix finale qui émane de cette terre chérie, cette terre de la Palestine ; fertile ou rocailleuse, c'est notre patrie...

«S'il y a aujourd'hui une cause fondamentale, une origine pour ce qui se passe, pour cet immense mouvement populaire de protestations, de manifestations, de démissions, que ce soit des étudiants à Haïfa, que ce soit des paysans en Galilée, que ce soit des commerçants à Naplouse, que ce soit des gens pieux à Jérusalem, que ce soit

des bédouins au Néguev, c'est bien parce que le peuple palestinien n'accepte pas son aliénation. C'est notre renaissance aujourd'hui».

Territoires occupés

Heurts violents

La grève générale marquant la «journée de la terre» a été totale en Cisjordanie, partielle dans les territoires occupés depuis 1948 à cause de la répression de grande ampleur déclenchée par les sionistes.

Dès lundi soir, et toute la journée de mardi, en Galilée, des heurts violents opposaient la foule des manifestants arabes et les forces de répression sionistes, malgré les quelque 250 arrestations opérées, faisant en tout 6 morts et une centaine de blessés dont un tiers parmi les troupes israéliennes attaquées à coups de cocktails molotov et lapidées par les manifestants.

La police, l'armée, les blindés israéliens n'ont pu faire taire la voix du peuple palestinien qui criait sa colère à Tira, à Kafr Kana, à Arrabeh, à Sakanin, à Naplouse, à Nazareth.

Dans le monde arabe, tout entier, la mobilisation arabe a été intense.

A Damas, des rassemblements ont été organisés dans les

camps palestiniens et toutes les activités ont été suspendues à midi dans l'ensemble du pays.

En Irak, des grèves de solidarité de 15 à 30 minutes ont eu lieu et des manifestations ont parcouru les rues de Bagdad.

Au Koweït, une cérémonie a eu lieu avec la participation des diverses communautés arabes du pays.

En Jordanie, une grande manifestation a marché sur 8 km, jusqu'au pont du Jourdain, criant d'une même voix à 200 mètres des soldats israéliens : «Jérusalem est à nous ! Allez vous-en de nos terres !»

L'observateur permanent de l'OLP auprès des Nations unies a vigoureusement protesté auprès des organisations internationales après ces événements. L'OLP envisagerait par ailleurs de demander une réunion extraordinaire de l'assemblée générale de l'ONU pour examiner la situation créée par les occupants sionistes en Palestine occupée.

Peugeot-Beaulieu

Séquestration de trois directeurs mardi après-midi

Mardi matin se tenait une réunion extraordinaire du Comité d'entreprise des usines Peugeot de Beaulieu-Mandœuvre (Doubs) qui compte 5 600 salariés et produisent notamment les cycles et cyclomoteurs Peugeot, ainsi que des pièces détachées pour le centre de Sochaux.

La direction ne veut rien céder sur les revendications salariales des ouvriers et confirme en outre que 47 licenciements envisagés sont maintenus et qu'il y en aurait même d'autres. La riposte

ouvrière ne se fait pas attendre. Au moment où les trois directeurs veulent s'en aller, plus d'une centaine d'ouvriers les séquestrent. Il est alors 11 heures du matin. Ils ne seront relâchés qu'à 20 heures, l'estomac creux. La direction s'est empressée de porter plainte annonçant que «ces nouvelles violences démontreraient, s'il en était besoin, la nécessité des licenciements dont le retrait est demandé de cette manière inadmissible». Il en faut plus pour émouvoir les grévistes, décidés à poursuivre la lutte jusqu'à ce qu'ils aient obtenu satisfaction.

Le point sur la grève en page 7

Egypte :

les bateaux soviétiques
doivent déguerpir

Dans le cadre de la dénonciation du traité qui le liait au social-impérialisme russe, le président Sadate a décidé l'annulation de toutes les facilités accordées auparavant à la marine soviétique. Les Russes devront déguerpir du port d'Alexandrie dans le délai d'un mois.

Evoquant la lutte menée par l'Egypte pour briser le monopole des armes détenues par les superpuissances, le président Sadate a dit : «Aujourd'hui, en 1976, nous engageons une bataille contre l'Union soviétique.» C'est en fait une bataille pour l'indépendance. «Nous serons toujours indépendants», a-t-il précisé, «qu'il s'agisse de l'Ouest ou de l'Est, nous ne nous soumettrons à personne».

Toute la presse égyptienne commente favorablement la décision du Parlement égyptien. Le journal «Egyptian Mail» traduit assez bien le sentiment général en écrivant : «Si l'Union soviétique est mécontente de l'Egypte, c'est parce que le gouvernement égyptien a refusé d'être son fantôme. L'Union soviétique n'est pas intéressée à voir un monde arabe libre. Elle cherche uniquement à prendre la place qu'occupaient auparavant les pays colonialistes.»

Le Conseil de sécurité
de l'ONU saisi
de la situation au Liban

Dix jours après la reprise de la guerre civile au Liban, les combats se sont poursuivis mardi sur tous les fronts sans que la perspective d'un cessez-le-feu paraisse proche. Tous les quartiers de Beyrouth et de la banlieue sont soumis à des tirs d'artillerie lourde et des salves de roquettes, accompagnés de rafales d'armes automatiques. Les combats se poursuivent également dans les montagnes autour de la capitale.

Le conflit risque de plus en plus d'embraser toute la région, Israël menaçant d'intervenir et un certain nombre de pays arabes se tenant en état d'alerte permanente. C'est pourquoi le secrétaire général des Nations unies, agissant en vertu de l'article 99 de la Charte, a saisi mardi le Conseil de sécurité de l'ONU de la gravité de la situation au Liban, soulignant dans son message «les dangers potentiels qu'elle représente pour la paix internationale». Il se déclare convaincu «qu'une nouvelle détérioration de la situation au Liban pourrait avoir des implications dépassant largement les frontières de ce pays». «Il est troublant de constater», poursuit-il, «que l'on parle de plus en plus d'une partition du Liban et des risques d'intervention extérieure que cela pourrait entraîner. J'ai le devoir de déclarer que ce ne serait pas là un dénouement acceptable».

SAHARA OCCIDENTAL
LE REPRESENTANT DE L'ONU
RENCONTRE LE
F. POLISARIO

Olaf Rydbeck, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la question du Sahara occidental, s'est entretenu mardi soir avec Habib Allah, représentant du F. POLISARIO, qui était accompagné du président du Croissant rouge sahraoui à Alger.

Il devait se rendre mercredi dans le Sud-Ouest algérien (région de Tindouf) où il visitera les camps de réfugiés sahraouis. Ces derniers sont au nombre d'une cinquantaine de mille en Algérie, estime la Croix rouge internationale.

Chine

Défendre et approfondir les acquis
de la Révolution culturelle

La situation politique en Chine fait couler beaucoup d'encre en ce moment. Les «sinologues» s'agitent pour avancer leur version et leur interprétation des faits. Ils le font en termes de luttes de personnes, de cliques et de clans. Ils le font en bourgeois.

Oui, la question du pouvoir politique est bien au centre de la lutte qui se mène actuellement en Chine, personnellement déclenchée et dirigée par le président Mao ainsi que le révèle le «Quotidien du peuple». Mais elle se pose en termes de classes et non pas de personnes. Car, sous le socialisme, la question n'est toujours pas réglée de savoir qui l'emportera du prolétariat ou de la bourgeoisie. Il n'y a que les révisionnistes soviétiques pour soutenir l'absurdité de «l'extinction de la lut-

te de classes» après la prise du pouvoir par le prolétariat et se proclamer «État du peuple tout entier».

Certes, en République populaire de Chine, la bourgeoisie est depuis longtemps dépossédée de la propriété des moyens de production. Mais son idéologie demeure toujours influente au sein des superstructures qu'elle a longuement et profondément façonnées, dans l'enseignement, l'art, etc. Cette influence, où s'exerce-t-elle? Partout où elle n'a pas encore été chassée par l'idéologie révolutionnaire du prolétariat, partout où elle peut se faufiler à nouveau, au sein même du parti du prolétariat.

C'est ce que souligne une récente directive du président Mao dans la campagne en cours, parlant de ceux qui se dissimulent sous les mots révolutionnaires

pour mieux faire passer une camelote bourgeoise, il affirme :

«Les voilà eux-mêmes sous le feu de la révolution socialiste. Lors du mouvement de coopération, il y avait au sein du parti des gens qui s'y opposaient. Et la critique du droit bourgeois les rebute. On mène la révolution socialiste et on ne sait même pas où est la bourgeoisie ; or elle est dans le Parti communiste, ce sont les responsables engagés dans la voie capitaliste.»

La Révolution culturelle, sous la direction du président Mao, a vigoureusement dressé la classe ouvrière et les masses chinoises contre ces responsables au sein du parti qui entendaient faire dévier le cours de l'histoire. La lutte qui se mène en Chine en est un approfondissement. Il s'agit toujours de reconnaître que la contradiction entre bourgeoisie et prolétariat demeure la contradiction principale tout au long de la période historique du socialisme, de savoir débusquer la bourgeoisie camouflée ou renaissante là où elle se dissimule, d'analyser l'origine politique et idéologique et la base économique qui engendre, au sein du parti, des responsables engagés dans la voie capitaliste et de dresser le bilan de l'expérience acquise dans la lutte contre eux.

C'est à cela que les masses chinoises s'emploient avec ardeur pour défendre les acquis de la Révolution culturelle que certains voulaient remettre en question, approfondir leur connaissance du marxisme-léninisme, accélérer l'édification socialiste et consolider la dictature du prolétariat.



L'un des atouts de la lutte contre la dégénérescence bourgeoise au sein du parti : la participation des cadres au travail productif. Ci-dessus : le secrétaire du comité de parti de la province de Shangtung au travail avec les paysans.

Camps de concentration
en Lettonie soviétique

12 camps de concentration, dont deux réservés aux femmes, et un aux jeunes de moins de 18 ans, fonctionnent actuellement sur le territoire de la République soviétique de Lettonie, sous le nom de «administration de redressement par le travail» révèle un récent «Samizdat» (publication clandestine soviétique).

Ces douze camps sont complétés par la prison centrale de Riga, capitale de la Lettonie, comportant trois corps de bâtiments de 6 étages chacune. Celle-ci a été agrandie en 1972 pour contenir de façon permanente plus de 5 000 prisonniers. L'hôpital de la prison comprend, de l'aveu officiel «un important service psychiatrique».

Selon les auteurs du texte, tous les condamnés pour motifs politiques récidivistes ou condamnés à de lourdes peines sont envoyés dans les «camps spéciaux» situés

près de la gare Gloubolsayo (Biélorussie) ou dans la région de Pétrozavodsk (République autonome carélo-finoise) et en République autonome des Komi.

Le texte du Samizdat constitue une liste détaillée des douze camps, des travaux qui y sont effectués, de la nature du régime pénitentiaire divisé en trois catégories : général, strict ou renforcé.

Le camp No 10, réservé aux femmes récidivistes est situé près de la ville Liepaya et placé en régime de «détention renforcée». Les détenues y travaillent à la manu-

facture de linge pour les camps de concentration et l'armée.

Malgré le black-out officiel, un certain nombre d'informations semblables commencent à filtrer sur la répression à grande échelle qui sévit en URSS contre le peuple soviétique. Elles portent témoignage de la nature véritablement fasciste du système qui y règne et qui entend camoufler en «malades mentaux» toutes les voix qui s'élèvent pour le dénoncer.

nouvelles
du mondeTURQUIE :
LES BASES AMERICAINES
PASSENT SOUS
COMMANDEMENT TURC

Les bases américaines en Turquie passeront sous commandement turc, aux termes du nouvel accord signé la semaine dernière entre Washington et Ankara pour une période de 4 ans.

Cet accord remplace celui de 1969 suspendu en juillet dernier par la Turquie à la suite de l'embargo sur les armes américaines à destination de la Turquie.

Ce transfert de pouvoir s'applique aux 26 bases militaires dont disposaient les Américains. 6 000 hommes de troupe américains séjourneront encore en Turquie. Mais ce nombre devra être considérablement diminué par la suite. De semblables négociations sont également en cours entre les USA et la Grèce.

TIERS MONDE :
DÉCOLONISER
L'INFORMATION

Un symposium des pays non-alignés sur l'information, réuni à Tunis, vient de s'achever par l'adoption d'une série de décisions destinées à promouvoir l'information entre les non-alignés, à la libération de la dépendance des monopoles impérialistes, et à développer la coopération dans les secteurs de la recherche et de la diffusion de l'information entre ces différents pays. Elles prévoient la coopération renforcée entre les agences d'information de ces pays et leurs organismes de radio et de télévision. Ce plan s'inscrit dans le cadre de «l'émancipation des non-alignés du monopole exercé sur l'information par les grandes puissances dans des buts et des intérêts souvent étrangers et contraires à leur propre cause».

USA :
DROLE DE RELANCE

Le commerce extérieur américain a enregistré en février dernier un déficit de 140,8 millions de dollars, vient d'annoncer le département du commerce US. Le déficit de janvier s'élevait déjà à 72,6 millions de dollars.

Par ailleurs le déficit budgétaire fédéral enregistre un «trou» de 9 milliards de dollars, soit presque trois fois plus important qu'en 1974. Il est prévu qu'il atteigne 76 milliards de dollars à la fin de l'année fiscale en cours.

AUSTRALIE :
MANIFESTATIONS CONTRE
L'INVASION DE TIMOR-EST

De nombreuses manifestations contre l'invasion indonésienne à Timor-Est se sont déroulées récemment en Australie. 5 000 ouvriers et étudiants y ont pris part, exprimant leur solidarité avec le front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor-Est.

A Sydney, les manifestants portant des drapeaux nationaux de la République démocratique de Timor-Est se sont rassemblés pour écouter un discours de Abilio de Araujo, ministre d'Etat timorais des Affaires économiques et sociales, avant de marcher vers le consulat indonésien à travers les principales rues de la ville.

Des manifestations semblables ont eu lieu à Melbourne, Hobart, Newcastle et Wollongong.

nouvelles intérieures

Montpellier : Génie civil de Lens

La hargne des révisionnistes

Récemment se tenait une assemblée générale sur le chantier pour discuter de la lutte contre les licenciements : encore deux mois de travail et le patron entend licencier tout le monde. Convoqués par la section CGT aux mains des révisionnistes, tous les travailleurs, syndiqués ou non, y ont participé.

Mais quelle n'a pas été leur surprise quand le pont CGT de la boîte, au lieu de parler des licenciements, se mit à lire, avec beaucoup de difficultés et sans parvenir au bout tant la rage l'étouffait, le dernier bulletin de la cellule du PCMLF de l'usine. On a dû subir ensuite ses vociférations et ses insultes lancées contre ce parti.

N'ayant aucun argument politique pour appuyer leur hystérie, les révisionnistes en ont profité pour faire l'amalgame «PCMLF-CFDT-gauchistes». Attaquant publiquement la section CFDT de l'entreprise, ils ont demandé ouvertement l'exclusion définitive des assemblées générales de trois militants CFDT.

Les travailleurs ont mal pris cette manœuvre des révisionnistes qui voulaient assurer par un coup de force leur hégémonie syndicale dans l'usine.

Devant le mécontentement provoqué par leurs discours, ils ont été obligés de reculer à l'AG du lendemain et de laisser rentrer ces militants. Les travailleurs ont clairement perçu leur manœuvre : diviser les ouvriers quand ils se préparent à lutter, saboter la démocratie syndicale, récupérer le mouvement au profit de leur Programme commun, empêcher la lutte classe contre les patrons.

Camarades travailleurs, il ne faut pas avoir peur de parler en assemblée générale. Devant les manœuvres des révisionnistes, ne baissons pas les bras. Expliquons que ce n'est pas une démarche à la préfecture qui fera pression sur le patron mais plutôt l'arrêt de tout le chantier jusqu'à ce que le patron annule tous les licenciements.

Dans le «Parisien libéré», oui à la peine capitale

Un sondage manipulateur

Amaur, directeur de la feuille ordurière «Le Parisien libéré», a réalisé une «enquête référendum» qui donne pour résultats «99 % des Français sont pour la peine de mort, pour son application systématique dans certains cas».

Mis à part son caractère totalement artificiel et mensonger puisqu'il n'est basé que sur les réponses de certains de leurs lecteurs, ce «sondage» exprime sans détour les idées de la bourgeoisie face à la violence des masses en faisant l'amalgame entre les criminels, les truands et les luttes du peuple : «la rue appartient aux casseurs». Oui, la bourgeoisie veut la peine de mort pour les ouvriers et les paysans qui luttent. C'est vraiment qu'elle a très peur pour sa peau.

La première banque étrangère en France est soviétique

La banque commerciale pour l'Europe du Nord vient de publier son bilan pour l'exercice 1975. C'est le meilleur jamais enregistré depuis la création de cet établissement en 1925, par des capitaux soviétiques.

Toujours contrôlée par l'URSS, la BCEN est — ce que l'on ignore généralement — la première des banques étrangères exerçant leur activité en France. Par le bilan et le volume des affaires traitées, elle dépasse de très loin la filiale française du groupe bancaire américain, Morgan Guaranty Trust qui se situe en deuxième position. Elle surclasse aussi les activités françaises de la Barclay's britannique et de la Citybank de New-York.

Le bilan de la BCEN s'équilibre à 13 613 millions de francs. Le bénéfice net après impôts, amortissements et provisions, atteint le montant record de 40 millions de francs. Les réserves exceptionnelles s'élèveront à 23 millions de francs. Tous les actifs immobiliers sont amortis ou provisionnés. Selon les spécialistes, le bilan de la banque du boulevard Haussmann est un des plus brillants, sinon le plus brillant de notre place financière.

La BCEN qui fut fondée à l'origine pour faciliter et financer les opérations commerciales entre l'Est et l'Ouest — et principalement entre la France et l'Union soviétique — ne consacre plus, aujourd'hui, qu'environ 5 % du total de son activité globale, à ce type d'opérations. Elle s'est spé-

cialisée dans les opérations financières internationales, dont 10 % sont effectués en France et 90 % en devises étrangères (dont 60 % en dollars, 20 % en marks et le reste en francs suisses, livres sterling et autres monnaies). Pour cela, elle est en rapport d'affaires avec toutes les grandes banques européennes, américaines et même japonaises.

La BCEN a pour sigle habituel : Eurobank. Ce sigle ne résulte pas d'un effet du hasard. Elle a, en effet, à l'époque de la «guerre froide», imaginé et lancé le système de l'euro-dollar sous l'égide de son directeur financier, Raymond Sigaudès. Ce système qui, à l'origine, était destiné à préserver de toute atteinte les disponibilités en dollars des pays de l'Est, dont l'URSS, a connu par la suite un im-

mense succès sur toutes les places financières mondiales.

La BCEN est la plus importante banque contrôlée par les sociaux-impérialistes soviétiques hors de leurs propres frontières.

Un autre établissement, moins important celui-là, la Moscow Narodny Bank, installé à Londres, dispose de filiales à Beyrouth et Singapour. Dans cette ville, la Narodny a d'ailleurs essuyé récemment quelques revers.

La BCEN est dirigée par un état-major «cosmopolite» mais à dominante française. Son président est Guy de Boysson. Le vice-président est un citoyen soviétique résidant à Paris, Vladimir Ponomarev. Viennent ensuite un administrateur-directeur général, Gilles Peillon, et deux directeurs généraux adjoints, Raymond Sigaudès et Gilbert Lasfargues.

De faux amis des peuples de France et du Tiers-Monde

...De vrais agents du social-impérialisme

Dans les numéros du Monde datés du 29/2/76 et du 1/3/76, s'étale une large publicité payante reproduisant un communiqué de «l'Association des peuples de France et du tiers monde» qui attaque violemment le gouvernement égyptien et le président Sadate, accusé d'avoir livré l'Egypte à la CIA et à l'impérialisme américain.

Cette publication est à plus d'un titre «opportune» pour certains intérêts quand les organes de presse soviétiques se déchainent contre le président Anouar El Sadate de la RA d'Egypte qui vient de décider l'abrogation du traité dit «d'amitié» égypto-soviétique, portant ainsi un coup sérieux aux menées sociales-impérialistes, quand également les amis des peuples arabes dans notre pays peuvent s'inquiéter à juste titre de la tournure que prennent les relations franco-arabes... Elle vise à entraîner le peuple sur une fausse voie, à créer la confusion, à préparer le terrain à la propagande et aux plans agressifs du social-impérialisme.

On le voit mieux quand on sait qui est M. Etienne Raux, président de la dite association : M. Etienne Raux fut (ou est toujours ?) le directeur de la publication d'une feuille aussi luxueuse que confidentielle intitulée *Le courrier de politique étrangère*. Cette feuille bi-mensuelle (8 pages grand format sur beau papier) s'est caractérisée essentiellement par la publication d'articles de fond sur les pays arabes, sur le Québec et la reproduction de la propagande soviétique sur la détente ou contre le «maoïsme».

Ensemble hétéroclite, mais à première vue seulement : pays arabes, soutien surtout aux éléments ouvertement prosoviétiques des partis Baath d'Irak et de Syrie ; Québec, soutien à l'ancien ministre québécois René Levesque, président du Parti québécois, dans la droite ligne de l'idéologie «gaulliste de gauche» dont se réclame E. Raux ; propagande pour le social-impérialisme, surtout par le détour de déclarations de personnalités non «communistes» mais totalement inféodées, comme le patriarche Nicodème...

Il est à noter que cette feuille se spécialisa un temps dans l'information, la propagande et le soutien au FLE (Front de libération de l'Erythrée) et dans l'attaque sur ce terrain de la République populaire de Chine. Tout cela est représentatif d'un courant qui existe dans la bourgeoisie française (particulièrement bien représentée chez les gaullistes de

droite ou «de gauche») courant de soumission au social-impérialisme ; sous des dehors de nationalisme, virulent d'ailleurs, ces gens-là mènent une véritable politique de capitulation. Aucune critique à l'égard de ce qui se passe en URSS, chez ces gens-là, et pour mieux tromper, référence constante au tiers monde (E. Raux est même allé jusqu'à affirmer il y a quelques années son prétendu soutien au FUNK, sans être apparemment gêné par l'attitude de l'URSS sur cette question). Il est important de démasquer de tels individus qui constituent, autour du parti soi-disant communiste de

G. Marchais, des officines patentées du social-impérialisme russe, des antennes directes du KGB en France : nous connaissons déjà le fameux «Comité d'action contre la guerre mondiale» de Mathias Corvin et feu Michèle Mestre, qui publie «Le communiste», et aussi son pendant «légal», le Parti communiste révolutionnaire (trotskyste) de M. Roc' Hongar, disciple français de Posadas, qui publie «Lutte communiste», il faut y ajouter aujourd'hui «l'Association des peuples de France et du tiers monde» d'Etienne Raux et le «Courrier de politique étrangère»...

FACE AUX NOUVELLES MANŒUVRES DE LA SONACOTRA COMMUNIQUE

(Suite de la p. 1)

Le 27 mars 1976, les résidents des foyers Sonacotra de Champigny (77), Dammari-les-Lys (77), Pierrefitte (93) et Nanterre-Ville (92) ont tous reçu une lettre de la Sonacotra les menaçant d'expulsion de leur foyer s'ils ne payaient pas les loyers et le retard depuis le début de la grève dans un délai de 8 jours.

C'est une nouvelle manœuvre de la Sonacotra pour diviser le mouvement et ainsi éviter des négociations avec les délégués représentatifs des résidents des foyers regroupés dans un comité de coordination.

Ces négociations, le comité de coordination les demande depuis décembre sur la base d'une plateforme revendicative adoptée unanimement par les foyers en grève. En fait de négociations, le pouvoir organise la répression pour casser le mouvement : non-renouvellement de cartes de séjour dans les préfectures, menaces d'expulsion hors du territoire pour des délégués algériens, marocains et portugais, et maintenant menaces d'expulsion de résidents de plusieurs foyers.

Ceci s'ajoute aux intimidations policières et aux provocations diverses, comme ces coups de feu tirés sur les foyers de Garges-les-

Gonnesse et de St-Denis et qui ont brisé les vitres des chambres de plusieurs résidents.

Ces tentatives de division, ces menaces, ces provocations se heurtent à l'unité du mouvement et à la détermination du comité de coordination. Le mouvement de grève continue de s'étendre. Actuellement, 53 foyers sont en grève en province et dans la région parisienne. Si le pouvoir refuse de négocier, le mouvement s'étendra progressivement à toute la France avec le soutien des travailleurs français qui, par dizaines de milliers ont déjà signé la pétition nationale de soutien à notre lutte.

Le comité de coordination appelle une nouvelle fois la Sonacotra à la table des négociations. Mais si la Sonacotra continue ses menaces, ses provocations et ses tentatives de division, le comité de coordination prendra ses responsabilités avec l'ensemble des résidents en grève et non en grève.

Le comité de coordination appelle les résidents des foyers et des cités Sonacotra à rejoindre la lutte.

Le comité de coordination des foyers Sonacotra en grève.



SNCF

Témoignages sur la trahison des directions syndicales

Des cheminots, dans leur ensemble, ont maintenant repris le travail. La radio, la télévision ainsi que L'Humanité, organe central du PCF, ont pris une part active pendant et à la fin des 48 heures de grève pour faire reprendre le travail. Vu de l'extérieur, on pourrait croire que les choses se sont passées en douceur sans problèmes. Dans les faits, il en a été tout autrement en plusieurs endroits la volonté de lutte des cheminots s'est heurtée au sabotage organisé des directions fédérales CGT et CFDT. Plusieurs témoignages de nos correspondants cheminots l'attestent. A travers ces luttes, la conscience anti-révisionniste se développe chez les cheminots. Le sabotage ouvert des directions fédérales et plus particulièrement celle de la CGT démontre leur faiblesse et leur peur de se faire balayer par la base (sur la lutte des cheminots se référer aussi à l'article page 8).

PARIS-ST LAZARE

Jeudi 25 à la réunion du matin on nous propose conformément à l'appel commun des deux fédérations soit de prolonger le mouvement jusqu'au 26 inclus soit de reprendre. Après une vive discussion la décision est reportée à l'après-midi.

Dès lors, les choses vont aller très vite.

A 15 heures lors de la réunion d'après-midi les responsables ne prennent pas de gants pour imposer leurs vues: «*Etant donné que le mouvement est minoritaire (! ?) nous jugeons préférable de repren-*

dre dès demain 26» disent-ils.

Protestation véhémement d'un nombre considérable de camarades qui demandent avec insistance une assemblée générale en précisant qu'il est inadmissible que le vote de chaque section séparée puisse donner l'exacte volonté des grévistes. Pas question de faire une assemblée générale répondent les responsables CGT agissant en cela comme des «patrons»:

«*Faites ce que vous voulez, nous, on reprend le boulot de toute façon. Il faut savoir finir une grève*». Inutile de dire que l'atmosphère était tendue et que ça s'est terminé sans vote sur la reprise ou non du travail.

C'est ainsi que fut prise à St-Lazare une décision dont seuls les travailleurs avaient à décider. C'est là que transparait l'action de la nouvelle cellule du PCF créée à Paris-St-Lazare montrant aux travailleurs du rail ce que sera la démocratie avancée de Marchais-Séguy et autres Krazuky.

Malgré cette trahison, le mouvement a continué le samedi.

Correspondant HR

CLERMONT FERRAND

A l'assemblée générale prévue vendredi (changée de lieu au dernier moment d'ailleurs. Est-ce un hasard ?) le bonze CGT explique que la reprise a lieu partout. C'est ce que dit également la bourgeoisie à la radio et la télé. Mais comme ils monopolisent l'information, on ne peut pas savoir. Mais on commence à se méfier d'eux (ils ont déjà fait plusieurs fois en 68 et depuis le coup de «ça reprend partout» pour faire reprendre les gars).

Le représentant CFDT explique à son tour à peu près la même chose. Mais celui-là pousse le zèle et le suivisme jusqu'à terminer son discours en disant «vive le programme commun»!

Après le sermon des deux pontes, sans aucune discussion, le bonze CGT enchaîne directement:

«Bon, ceux qui sont pour la reprise à droite, ceux qui veulent continuer à gauche».

Personne ne bouge. Les cheminots refusent d'obtempérer, traduisant ainsi leur profond mécontentement devant l'absence de démocratie et l'attitude à peine camouflée de briseurs de grève des responsables syndicaux. Ils ne veulent pas être considérés comme du bétail qu'on manipule à son gré.

Deuxième appel insistant du ponton: «Ceux qui veulent s'arrêter viennent vers moi».

Une nette majorité des cheminots restent sur place, manifestant ainsi leur volonté de continuer la grève. Mais le bonze CGT déclare:

«Vu qu'il y a une faible majorité pour la poursuite de la grève, mais que c'est quand même un peu faible (sic !), alors on arrête la grève!»

Il n'a même pas pris la

peine de compter (et pour cause!).

Les cheminots en sont restés les bras ballants, soufflés par l'impudence avec laquelle les révisionnistes se moquent de leur volonté. Seules les forces révolutionnaires, bien qu'encore insuffisantes, peuvent donner des perspectives, expliquer le «pourquoi» de la défaite, la ligne politique qui en est la cause. Les cheminots de base sont écœurés par les manœuvres des bonzes, tout en étant profondément en colère contre eux.

La réaction dominante «hier ils venaient pleurnicher pour qu'on se mette en grève, et aujourd'hui, quand ça marche bien, ils viennent nous expliquer qu'il faut reprendre. La prochaine ils la feront sans moi». Le défaitisme n'est jamais la solution.

Correspondant HR

BORDEAUX

A l'assemblée générale de jeudi les cheminots de Bordeaux montraient leur ferme volonté de poursuivre la grève. Toutefois le refus des dirigeants CGT de prendre position sur la proposition de la CFDT d'occuper certains postes d'aiguillage avait déjà provoqué un certain flottement parmi la masse des grévistes. Vendredi 26 les dirigeants CGT continuent d'essayer de démobiliser les grévistes.

A 15 heures ils réunissent des assemblées de grévistes par chantier de travail pour continuer le travail de démoralisation. Mieux ils profitent de l'assemblée réunie au dépôt pour faire voter aux agents de conduite la reprise du

travail pour le samedi matin 6 heures sans attendre l'assemblée générale de tous les cheminots grévistes.

A l'AG de vendredi la CFDT tenant compte de la forte combativité des cheminots de Bordeaux propose la reconduction du mouvement pour 24 heures. De son côté la CGT, après avoir tout fait pour saboter le mouvement et voyant qu'une majorité se dessine en faveur de la poursuite de la grève propose la reconduction pour 24 heures uniquement pour les chantiers les plus combattifs. Dans ce but elle entreprend une nouvelle manœuvre de division consistant à proposer que l'assemblée se scinde en

Classifications

Grève illimitée chez Sablé

Les trois usines de l'entreprise Sablé (fabrication de selles pour les deux roues et de sièges pour les trains) sont en grève illimitée depuis le mercredi 24 à l'usine de Roche-la-Molière (Saint-Etienne) et le lendemain jeudi aux deux usines de Pantin (banlieue nord-est de Paris).

Pour Pantin, le mouvement a démarré à la suite de la journée d'action métallurgie du 17, où 80 % du personnel avaient manifesté dans les rues contre la nouvelle grille de classification. Dès lors, les travailleurs ont multiplié les contacts avec St-Etienne. Ne voulant pas en rester à une journée d'action sans lendemain, ils se sont mobilisés jusqu'au

tiennent alors une assemblée générale où la grève est votée à main levée. Ils élisent un comité de grève ainsi qu'un comité de surveillance pour la rue Lépine (car la grève se tient rue du Pré-St-Gervais, où se trouve le siège). Sablé-Pantin compte 280 personnes, et il n'y a que 4 ou 5 non-grévistes rue Lépine, avec les cadres et une leurs rejoignent les grévistes.

Terrorisée, la direction fait alors garder l'usine par une milice de vigiles utilisant des chiens policiers!

Vendredi également, à Pantin, l'AG décide d'envoyer une délégation de 8 grévistes élus à Roche-la-Molière pour renforcer les liens et la coordination de la lutte. Les travailleurs de Pantin et de St-Etienne sont



Les travailleurs de Sablé en lutte (photo d'un travailleur de l'usine).

démarrage de la grève le 25, et ceci sous l'impulsion de la jeune section CFDT bien que l'unité d'action avec la CGT ait été réalisée. La CFDT avait été formée en septembre 75 par des travailleurs déçus par la CGT.

Jeudi 25, les travailleurs de la rue du Pré-St-Gervais débrayent et vont chercher leurs camarades de la fabrication, à la rue Lépine. Ils

partie des employés rue du Pré. Et les grévistes, écrasante majorité, sont d'une détermination grandissante.

Jeudi soir arrivent des nouvelles de St-Etienne: les travailleurs de Roche-la-Molière occupent leur usine et s'y barricadent. Cette nouvelle provoque à la fois l'enthousiasme des grévistes de Pantin et la rage de la direction qui pensait qu'un tel mouvement coordonné entre les deux usines était impossible.

Vendredi matin, à Roche-la-Molière, c'est l'agression fasciste: un commando de cadres et d'agents de maîtrise, armés de barres de fer, pénètre dans l'usine en brisant vitres et portail, et s'attaque aux travailleurs du piquet de grève. Avec la supériorité du nombre, le commando réussit à les expulser de l'usine, non sans en blesser plusieurs qui porteront plainte pour coups et blessures. C'est néanmoins un échec pour les patrons, car révoltés par ces pratiques fascistes, plusieurs travail-

unis sur leurs revendications, a savoir surtout:

— 1 800 F mini pour 40 heures

— la 5^{ème} semaine de congés payés

— la suppression du travail au rendement

Ils réclament également les 40 heures, 1 heure par mois d'information syndicale, la participation du patron au prix des repas, 1 journée par mois payée pour les femmes qui ont un enfant malade, le respect des libertés syndicales, etc.

Les travailleurs de Sablé-Pantin (immigrés pour une part importante) sont résolus à faire céder la direction. Ils ne se font pas trop d'illusions sur les négociations de mardi matin, et ils parlent de durcir la grève. C'est pourquoi ils ont déjà pris des mesures pour organiser les collectes si elles s'avéraient nécessaires et les répartir en fonction des besoins (nombre d'enfants de chaque gréviste). Dans ces conditions, le patron n'a qu'à bien se tenir!

Correspondant HR.

Puis l'AG passe au vote sur la reconduction du mouvement. Une large majorité reconduit la grève. 2^{ème} échec des révisionnistes.

Correspondant HR.

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**



Courriers du Midi

BILAN D'UNE VICTOIRE

Le 26 janvier, après une longue préparation, de nombreuses discussions parmi les travailleurs de Nîmes, Montpellier et Béziers, la grève est déclenchée sur des revendications précises et limitées en nombre :

— Augmentation uniforme du salaire horaire de 50 centimes au 1er janvier 1976 et une nouvelle augmentation identique au 1er juillet 76.

— Réduction de deux heures du temps de travail sans perte de salaire applicable au 1er février et même réduction au 1er octobre.

Il faudra 18 jours de grève pour faire céder un patron qui refuse de recevoir les travailleurs, leur envoie la police le premier jour de grève par crainte d'une occupation et qui négocie par l'intermédiaire de l'inspecteur régional du travail.

Assez rapidement le patron cède sur les augmentations uniformes de salaire mais refuse la diminution du temps de travail. L'ensemble des travailleurs refuse absolument de baisser les bras : les augmentations de salaire doivent aller de pair avec la diminution du temps de travail. Tous sont unis sur ce principe.

puient sur la ruse du patron qui vient le matin même de renouveler ses propositions sans rien ajouter. « Vous voyez bien, disent-ils, il ne cédera plus ».

Un seul délégué CGT (de Béziers), intervient franchement pour la poursuite de la lutte. Il affirme et montre que le patron est acculé (l'avenir lui donnera raison). Un vote sanctionne ces interventions. Malgré le vent de défaitisme déclenché par certains dirigeants CGT, 73 travailleurs se prononcent pour la poursuite contre 60 pour la reprise (une quarantaine de travailleurs sont absents). Mais le travail de sape est efficace. La minorité apeurée par les déclarations pour le moins alarmistes des responsables CGT, annonce qu'elle ne se pliera pas à la majorité. Aussi la majorité des travailleurs est obligée d'envisager une reprise prochaine bien qu'elle pense que ce soit une erreur. « On ne peut pas continuer nous dit un travailleur, un combat qui nous obligerait à nous opposer violemment contre des camarades découragés ! »

TRAHISON DES DÉLÉGUÉS CGT

Pourtant à la 3ème semaine de grève lors d'une assemblée générale de l'ensemble des secteurs de Nîmes, Montpellier et Béziers (le 11 février à Montpellier), Bergonnier, dirigeant de l'union départementale CGT intervient sur le thème : « Il faut savoir arrêter une grève... après 3 semaines de résistance le patron ne cédera plus ».

(Cela sera démenti dès le lendemain). Alors il est hué par les travailleurs, les mécanos lui coupent la parole aux cris de « Vendu !... Pourri ! » D'autres délégués CGT (comme Peyce) interviennent et disent : « On peut continuer, mais ce sera le bordel car certains veulent reprendre le boulot ».

Ils sèment le défaitisme en présentant la situation comme étant mauvaise. Ces responsables CGT s'ap-

LE PATRON CEDE

Le lendemain, le jeudi 12 février, le patron ayant appris le résultat du vote fait de nouvelles propositions : il accepte partiel-

lement les diminutions d'horaire sous condition que l'accord soit signé dans les 24 heures. Pour le patron le temps presse, il perd tous les jours beaucoup d'argent, il accepte la première diminution d'horaire (celle de deux heures au 1er février).

Consultés, les travailleurs de Montpellier et de Nîmes se prononcent à une très grande majorité pour l'ac-

ceptation des propositions patronales. A Béziers, la majorité des présents souhaite poursuivre la lutte jusqu'à complète satisfaction.

Ainsi grâce à leur combativité et à leur détermination, les travailleurs obtiennent un large succès contre leur patron en le faisant céder sur l'augmentation uniforme des salaires et sur la diminution du temps de travail sans diminution de salaire.

POURQUOI L'ATTITUDE DE CERTAINS DIRIGEANTS CGT ?

Aux Courriers du Midi, la CGT est aux mains du

PCF. Pour le PCF, le syndicat est avant tout un réservoir de futurs adhérents. Aussi ils sont moins soucieux de parvenir aux succès des luttes engagées que d'exacerber le mécontentement pour en tirer un bénéfice électoral en transformant la juste révolte des travailleurs en un soutien au « programme commun » et en un renforcement organisationnel de leur parti. L'objectif essentiel et avoué du PCF durant la lutte c'était de monter une ou plusieurs cellules d'entreprise. Avec ce détournement de la lutte, beaucoup de travailleurs CGT ou non, certains adhérents du PCF ont été écœurés car il est vrai que, pour ceux qui sont encore illusionnés, il est

difficile d'imaginer que des cadres du PCF puissent tenter de briser une lutte. Mais rude est ce combat : le PCF est antiouvrier. Les très nombreux mécanos de Montpellier veulent aujourd'hui former un syndicat CFDT, pensant (peut être à tort), qu'il n'est plus possible de combattre à l'intérieur de la CGT. De nombreux chauffeurs CGT comprennent cette attitude de révolte de leurs camarades car ils la partagent mais ils pensent qu'il ne faut pas quitter la CGT pour combattre les traîtres et faire triompher le point de vue ouvrier.

Correspondant H.R.
(Demain, interview de travailleurs des Courriers du Midi)

Expulsions au Bourget

Plusieurs acquis gagnés par la lutte

A la cité des Hospitaliers, au Bourget, 12 familles sont toujours menacées d'expulsion. Nous avons expliqué (HR du 23 mars, No 454) comment les locataires avaient engagé la lutte sous l'impulsion de leur Amicale. Or au niveau national, l'autorisation d'expulser a été repoussée au 31 mars. Ce répit permet de faire le point : où en est la lutte des locataires du 25-27 avenue de la Division Leclerc ?

La mobilisation a porté ses fruits : la seule « visite » qu'ait reçue la cité depuis une semaine est celle d'un commissaire venu soi-disant enquête en douce sur le cas des familles en instance d'expulsion ; malgré sa discrétion, ce fut peine perdue, car il se fit repérer au moment de prendre l'ascenseur et fut obligé d'aller s'expliquer avec un groupe de locataires vigilants.

Le travail d'information et de large popularisation a également porté ses fruits : le conseil municipal du Bourget a été contraint de demander « qu'une décision d'arrêt immédiat des saisies et expulsions soit prononcée » sur la commune, et il a promis d'afficher cette décision. Mais comme rien n'est encore venu, et que de toute façon, un tel arrêté municipal nécessite l'accord du préfet, les locataires n'ont pas l'intention de s'endormir sur des promesses. Un tract de l'Amicale demande « à tous les locataires de rester en alerte afin de pouvoir surprendre une visite éventuelle de l'huissier ou du commissaire de police ».

De plus, autre point marqué par la lutte, la gratuité de la cantine scolaire pour les enfants des familles actuellement dans le besoin a été obtenue de la municipalité.

Ces quelques jours ont également permis de mieux discerner les manœuvres récupératrices du PCF. Ainsi, n'ayant pas pu garder le contrôle qu'ils avaient sur l'Amicale par l'intermédiaire de la représentante de la CNL (Confédération natio-

nale du logement), suite à l'élection d'un bureau (l'Amicale n'avait auparavant qu'un bureau provisoire qui n'avait pas de pouvoir de décision), le PCF s'est attribué dans un tract tous les mérites de l'action. De même, dans son journal local 93 Actualités, il parle d'une baisse des charges qui aurait été accordée... alors que ni

tage, les locataires de l'Amicale ont répliqué publiquement par tract : « Un nombre minoritaire de locataires membres du Parti communiste et rarement présents lors des réunions de notre amicale s'est permis hier de distribuer un tract dont le contenu laisserait à penser que si tous vos problèmes sa-

paraissent résolus, c'est à quer une victoire due à notre amicale. NOUS NE DESIRONS PAS FAIRE LE JEU OU L'ENJEU D'UN PARTI FUT-IL LE PARTI COMMUNISTE ET SA SECTION LOCALE. QU'ILS PRENNENT GARDE A CE GENE DE FAIT, QUI RISQUE DE NUIRE A SON IMAGE » (Les majuscules sont de l'amicale — NDLR)



Accidents du travail

Un ouvrier est mort à Usinor-Dunkerque Le piège mortel du capitalisme fait sa 78e victime

Lundi matin, vers 4 h 30 on a découvert son corps inanimé, entre deux bobines. Il travaillait au train à bonde, et s'appelait Jean-Louis Prévost. A 30 ans, il est mort, victime d'un « accident » du travail.

A Usinor-Dunkerque où il était employé, de tels « accidents » ont tout de même singulièrement tendance à se multiplier. Ainsi, Jean-Louis Prévost est le 78e ou-

vrier qui meurt à Usinor depuis 13 ans. 78 morts, c'est un record, le triste record qui fait d'Usinor l'usine la plus meurtrière d'Europe. « Ce que tu vois là », déclarait l'an dernier un ouvrier à un journaliste en lui montrant les énormes machines qui crachent en continu le fer et le feu, ce que tu vois là peut se transformer à chaque instant en piège mortel ». Une nouvelle fois lundi le piège s'est refermé sur un ouvrier.

les locataires ni l'Amicale ne sont au courant ! Et dans le même article, il va jusqu'à écrire que les militants du PCF auraient recueilli des signatures de soutien sur le marché, alors qu'en fait, premièrement, c'étaient les locataires de la cité qui recueillaient les signatures, et, deuxièmement, les militants du PCF sabotaient ce travail en diffusant en même temps un tract PCF avec bulletin d'adhésion !

Révoltés par ces pratiques de récupération et de sabo-

age, les locataires de l'Amicale ont répliqué publiquement par tract : « Un nombre minoritaire de locataires membres du Parti communiste et rarement présents lors des réunions de notre amicale s'est permis hier de distribuer un tract dont le contenu laisserait à penser que si tous vos problèmes sa-

paraissent résolus, c'est à eux et à eux seuls que vous le devez. Par l'entremise de ce tract, ils visent à détruire à leur profit votre amicale qui veut avant tout rester apolitique.

Nous vous rappelons donc, mais est-ce bien utile, que toutes les actions menées jusqu'à ce jour sont dues à la seule initiative de votre AMICALE, soutenue par toutes les différentes formations politiques, et un parti quel qu'il soit ne peut se donner le droit de revendiquer

Cette dénonciation publique des manœuvres du PCF constitue à coup sûr un témoignage de la prise de conscience croissante des locataires et du développement de leur lutte sur une bonne voie. C'est là aussi une victoire. Soyons certains que si les habitants de la cité, restant unis et résolus, vont de l'avant sur ce chemin, ils mettront en échec leur propriétaire et ses flics qui veulent les expulser.

Correspondant H.R.



In-justice

Du fond de son cachot à Marseille

ROLAND AGRET MENACE LA JUSTICE BOURGEOISE

Roland Agret détenu sous le matricule 76 784 à la prison des Baumettes à Marseille en est à son 17^e jour de grève de la faim. Voici maintenant 4 jours qu'il a avalé volontairement deux manches de fourchettes. Sachant pertinemment qu'il ne peut plus être opéré de l'estomac — il a déjà subi deux interventions chirurgicales — Roland Agret a avalé ces fourchettes pour obliger la justice bourgeoise à revoir son procès.

Pour éliminer les deux fourchettes qu'il a dans le corps, il faudra que Roland Agret se réalimente, ce qu'il n'est fermement décidé à faire que lorsqu'il aura obtenu du Gard des

sceaux une mesure de mise en liberté dans l'attente d'un nouveau procès. Si celle-ci lui est refusée, Roland Agret poursuivra sa grève de la faim, les deux fourchettes risqueront fort

alors de se bloquer et de provoquer d'abord une hémorragie puis une infection.

Cette action, qui n'a rien d'une tentative de suicide mais qui est une forme de lutte imposée à la victime par la bourgeoisie, est un ultimatum entre les mains de Roland Agret. Aujourd'hui c'est Lecanuet lui-même et le gouvernement qui ont la vie de ce détenu entre les mains, et tout le monde le sait.

Tout le monde sait aussi que s'ils refusent de lui laisser la vie c'est qu'eux-mêmes et leurs proches auront quelque chose de très grave, de très compromettant à cacher, quelque chose comme l'ordre donné à un tueur d'assassiner Borel, l'un des dirigeants les plus en vue du SAC du Languedoc-Roussillon. C'est ce meurtre dont les chefs du SAC ont fait porter la responsabilité à Roland Agret qui a valu à ce dernier, en 1973, une condamnation à 15 ans de prison.

Innocent et capable de le prouver, Roland Agret représente à coup sûr un danger pour certains dans les hautes sphères de la bourgeoisie. En tout cas, en menant la lutte comme il l'a fait constamment depuis son incarcération, il a d'ores et déjà fait une sérieuse lézarde dans l'édifice de la justice bourgeoise qui n'en avait guère besoin tant elle peut être discréditée auprès de la classe ouvrière et des larges masses laborieuses de notre pays.

A propos d'un «dîner-débat» organisé dans le Gard par le PCF

Des conceptions bourgeoises en matière de médecine et de santé

Depuis longtemps les révisionnistes du PCF déploient une activité fébrile en direction des couches de la moyenne bourgeoisie, dont les représentants constituent une bonne partie de ses cadres.

La dernière initiative de la fédération du Gard du parti révisionniste semble être un modèle du genre.

Pour la somme «modique» de 50 F et à condition d'être médecin, on pouvait avoir droit, après un repas dans un bon restaurant de la place des arènes à Nîmes, à entendre les déclarations de ces messieurs sur la médecine. Il faut remarquer au passage que ce style de «dîner-débat» est couramment pratiqué par les laboratoires pharmaceutiques pour inciter les médecins à prescrire leurs produits.

Parmi les orateurs on notait la présence de Jacques Roux, membre du Comité central, professeur à la faculté de Médecine, et par ailleurs chantre de la collaboration avec l'URSS du fait notamment de ses fonctions dans le «Mouvement de la paix». Ainsi que celle de JD Attia qui s'était illustré en son temps en signant une pétition de soutien aux psychiatres russes.

Ce soir-là, le sujet principal du débat, c'était le soutien apporté par le PCF aux médecins qui refusent de signer la convention avec la sécurité sociale. Dans la réalité il s'agit, à propos de cette convention, d'une lutte entre fractions de la bourgeoisie pour augmenter leurs profits sur le dos des travailleurs.

Quand on sait que dans le secteur santé le PCF, par l'intermédiaire de sa fraction dans la CGT, freine toutes les luttes, qu'il empêche que dans les hôpitaux les grèves soient effectives («elles n'ont qu'un

intérêt statistique.. Il faut assurer la sécurité des malades et pour cela ne pas cesser le travail...»), on peut se demander : de qui il se moque.

Quand on sait par ailleurs que l'idée qu'il y a une médecine pour les riches et une pour les pauvres commence à s'imposer à la plupart des médecins honnêtes, et que beaucoup cherchent une voie pour lutter contre cela, on mesure alors le caractère rétrograde et corporatiste des positions défendues par le PCF.

Sous la dictature de la bourgeoisie une médecine entièrement au service du peuple est impossible. Seule la dictature du prolétariat peut permettre au peuple travailleur de choisir ses conditions de travail, de lutter efficacement contre les accidents, les maladies professionnelles, de contrôler et de diriger ceux qui le soignent en développant chez eux l'esprit de «servir le peuple».

Mais de cela le PCF ne risque pas de parler, ni aux travailleurs, ni aux médecins.

Correspondant H.R.

AGRESSION RACISTE DANS LE VAL DE MARNE

Un jeune homme de 26 ans, Mohamed Sellah, de nationalité algérienne, a été blessé par balle, samedi, vers 17 heures, alors qu'il consommait dans un bar fréquenté par des travailleurs arabes, 4, rue Raspail à Arcueil.

Le coup de feu a été tiré par le passager d'une voiture particulière qui passait devant l'établissement et à bord de laquelle se trouvaient deux hommes.

Mohamed Sellah grièvement blessé à l'abdomen

a dû être hospitalisé. Ses agresseurs courent toujours et l'on peut s'attendre à ce qu'ils ne soient guère inquiétés par la main d'œuvre du ministère de l'Intérieur.

L'expérience nous a appris que le racisme, seul mobile évident de ce nouveau crime, ne saurait être combattu par la bourgeoisie — il lui est si utile que, loin de le combattre, elle le suscite au contraire. Seuls les travailleurs, français et immigrés, peuvent combattre réellement le racisme, car eux seuls y ont profondément intérêt.

Alors que la marée noire continue à Ouessant

Un coin de voile se lève sur l'échouage du pétrolier géant

Une enquête vient d'être ouverte par la direction de l'équipement à Brest pour déterminer les dégâts causés par la pollution provoquée par le

Parallèlement, l'administrateur des Affaires maritimes de Brest a été chargé, par le tribunal maritime commercial, de l'enquête sur les causes de l'accident de l'«Olympic Bravery».

L'administrateur-enquêteur qui, dans ce domaine, a les pouvoirs d'un juge d'instruction, a entendu le capitaine grec du pétrolier, M. Tsiros, ainsi que les membres d'équipage. Des conclusions seront déposées incessamment, indique-t-on, près du tribunal des affaires maritimes.

Petit à petit se confirment les rumeurs selon lesquelles l'échouage de l'«Olympic Bravery» n'aurait pas été accidentel mais volontaire. D'ailleurs des chiffres qui viennent d'être publiés affluent dans ce sens.

Ainsi l'on sait maintenant que la Lloyds va verser 29 millions de dollars à la compagnie Onassis, arma-

pétrolier «Olympic Bravery» échoué depuis le mois de janvier sur les récifs de l'île d'Ouessant.

teur de l'«Olympic Bravery». C'est la prime d'assurance la plus forte que la Lloyds ait jamais eu à débours. De sorte que non seulement le pollueur ne paiera rien, puisque chaque navire de la compagnie Onassis, flottant sous pavillon de complaisance, constitue une société dont il est le bien unique. En cas de perte, la société est dissoute. Mais en plus, il touchera le pactole : près de 250 millions de nouveaux francs.

L'on voit immédiatement que l'opération est autrement plus rentable que si les choses avaient «tourné» normalement. Si l'on en croit en effet l'hebdo-

maire américain «Time» il en aurait coûté 20 000 dollars par jour à l'armateur pour que l'entretien de l'«Olympic Bravery» soit assuré dans le fjord norvégien vers lequel il se dirigeait pour être désarmé en sortant de la rade de Brest le 23 janvier.

Dépenser 20 000 dollars par jour pour mettre un super pétrolier au «garage» sans être sûr qu'il resservira avant longtemps — 385 autres supertankers sont déjà stationnés dans les fjords norvégiens — ou toucher plusieurs dizaines de millions de dollars d'assurance. Le choix, après tout, n'était pas si difficile à faire pour un armateur.

culturel

LUNDI SOIR «Le complot» sur FR3 Une justification des assassins de l'OAS

Sur les trois chaînes de la télévision, la parole est pratiquement tout le temps donnée à la bourgeoisie. Nous l'avons déjà souvent dit et il faudra encore le dire et le montrer. Mais lundi sur FR 3, la bourgeoisie et son idéologie faisaient un numéro particulièrement habile par l'intermédiaire d'un film de 1973, «Le complot» de René Grainville.

Le thème du film porte sur l'activité des tueurs de l'OAS, nostalgiques criminels de «l'Algérie française». Peu de temps après la glorieuse lutte de libération du peuple algérien qui obtint son indépendance le 5 juillet 1962, ceux-ci tentent un dernier sursaut pour faire un coup d'État à la fois en Algérie et en France où les assassins de l'Organisation de l'armée secrète se livrent à des actes de terrorisme, de torture, etc. Ils comptent sur l'intervention de Salan en Algérie et sur l'évasion du général Challe de la prison de Tulle.

Mais le véritable propos du film ne se limite pas à cela : il tend à montrer qu'à travers l'activité de l'OAS et celle des barbouzes de la bourgeoisie française au pouvoir pour les contrer, chacun a le droit d'avoir ses opinions et a

raison de se battre pour elles. C'est-à-dire qu'en fait ce film cherche à faire passer l'idée que les tueurs et les assassins du peuple ont le droit de faire ce qu'ils font du moment qu'ils y croient et sont sincères !

Les assassins de l'OAS, dont tous les cadres sont montrés comme d'anciens SS, des anciens volontaires pour l'agression impérialiste de la France en «Indochine» sont de la «haute» (avocats, chefs d'État-Major, gros industriels, sénateurs, etc.) sont montrés comme des hommes dignes qui savent faire la différence entre leur «devoir» et leur rôle d'assassin. Le film montre d'ailleurs qu'il en est de même chez les flics et les barbouzes. Ainsi le chargé de mission du gouvernement pour lutter contre l'OAS (Pellegrin) est-il un ancien partisan de «l'Algérie française». Mais à partir du moment où ces partisans (l'OAS) ont des activités «terroristes», il n'est plus d'accord. Voilà donc le propos du film : les assassins du peuple, quand ils sont en uniformes, font leur devoir. Alors que les mêmes, lorsqu'ils ne sont plus «légalement» couverts deviennent des assassins. Mais quand on réprime, torture et tue le peuple, quelque forme que cela ait on reste un assassin du peuple.

TARIFS
D'ABONNEMENTS

| Pli ouvert | |
|------------|-------|
| 1 mois | 32 F |
| 3 mois | 95 F |
| 6 mois | 190 F |
| Soutien | 300 F |

| Pli fermé | |
|-----------|-------|
| 1 mois | 60 F |
| 3 mois | 180 F |
| 6 mois | 360 F |
| Soutien | 500 F |

CCP : L'HUMANITE ROUGE
GE No 3022672 La Source.

Cycles Peugeot

Après trois semaines de grèves avec occupation
LE POINT SUR LA GREVE

«TROP C'EST TROP»

Après trois mois de «mouvements sporadiques» sur les chaînes (contre les cadences), aux ateliers de montage, jusqu'aux dessinateurs, le mouvement général de grève est déclenché, à la base et non sur l'initiative des directions syndicales (que ce soit de la CFDT ou de la CGT), par une vingtaine de travailleurs du MCL (travailleurs qui chargent vélos, cyclos, etc. pour l'expédition). Alors que ces travailleurs du MCL affermissent leurs positions en finissant par occuper leur lieu de travail (quand ils se sont aperçus que les contremaîtres chargeaient les vélos la nuit), la CGT roupille. A ce moment-là la section CFDT n'adopte pas vraiment une attitude de soutien résolu, considérant le mouvement comme perdu d'avance. Finalement, sous la poussée énergique de la base, la section CFDT puis la section CGT (celle-ci en contradiction avec la ligne confédérale qui soutient les augmentations en pourcentage reprennent les revendications des travailleurs du MCL qui sont devenues entre temps celles de toute la classe ouvrière des Cycles :

- 300 F d'augmentation pour tous
- Réductions d'horaires compensées à 100 %

- Amélioration des conditions de travail

Face à cette levée en masse des travailleurs, face à l'occupation de l'usine soutenue par la grande majorité des travailleurs, le patronat archi-réactionnaire de Peugeot, fidèle à sa triste réputation, va répondre par :

- La création d'un soi-disant «comité pour la liberté du travail» composé de jaunes, CFT, cadres pourris et autres laquais.

- Une tentative de coup de force qui échouera lamentablement. On sait que Peugeot est le spécialiste des milices-racailles (proxénètes, OAS, etc.) recrutés par la Nota, agence très «spéciale» de travail par intérim.

- Des pressions scandaleuses sur les travailleurs, allant jusqu'à trouver les ouvriers un par un chez eux.

- Essai de jouer la carte du «pourrissement» de la grève.

Peugeot, avec la machine de propagande réactionnaire à sa botte, va essayer de discréditer les grévistes, tentant de faire croire qu'une minorité empêche la majorité de travailler ; entre autres, par l'intermédiaire de Linard, un cadre répressif, les patrons feront circuler un torchon fasciste et raciste, calomniant et injuriant nommément des militants syndicaux et politiques. Seule la CFDT portera plainte, la CGT s'y refusant.

Une première fois, les sections syndicales feront ouvrir les portières ; alors qu'elles seront grandes ouvertes, personne n'entrera ! Cette première démonstration prouvera l'hypocrisie des patrons Peugeot. A ce moment-là le rapport de force est on ne peut plus favorable aux travailleurs.

RAPPORT DES FORCES EN PRESENCE

Mais avant de continuer, il nous faut analyser les conditions syndicales et politiques de l'usine.

Section CGT

Légalement majoritaire, elle est solidement encadrée par les permanents du PCF. Dès le début, les bonzes syndicaux se sont opposés à la tournure que prenait la grève avec occupation. Le jour de l'opération «portes ouvertes» qui était la condition imposée par le patron à la réunion du comité d'entreprise, on a entendu le permanent de service déclarer : «De toute façon, quels que soient les résultats du CE, on ne récupère pas ; les ouvriers n'ont qu'à suivre les directives de la CGT». Le soir même, la classe ouvrière des Cycles récupérait son usine en masse, avec les militants de base

A la fin de l'année 75 et au début de l'année 76, la classe ouvrière des Cycles a vu se développer une contre-offensive patronale destinée à rogner tous les acquis de la lutte depuis deux ans :

- Pendant toute l'année 75, 14 jours de chômage partiel ont été la cause de pertes de salaires importantes

- Parce que la production baissait, l'horaire hebdomadaire avait été ramené à 40 heures et les travailleurs se sont battus (en octobre) pour que la perte de deux heures trente soit compensée à 100 % ; la direction a remis l'horaire à 42 h 30 mais les travailleurs ont boycotté les heures supplémentaires (2h30)

- La prime trimestrielle a été liquidée de fait par l'incorporation dans le fixe (cette prime s'élevait à 5,5 % du salaire).

- Des retenues de salaires très importantes, pouvant atteindre 400 F, pour mauvais rendement se sont multipliées

- Enfin, dans un but de division, les patrons accordent 2 % d'augmentation aux travailleurs de Sochaux alors qu'ils ne donnent rien aux Cycles.

Quand on ajoute à tout cela, la hausse du coût de la vie, on obtient environ une baisse du pouvoir d'achat de 8 %, chiffre probablement au-dessous de la réalité.



La portière centrale à Beaulieu-Mandeure (avant le forcing fasciste).

du PCF et de la CGT. La CGT tout au long du conflit, va refuser l'unité et jouer la division pour mieux régner. Refus d'une intersyndicale, refus d'une popularisation réelle («pour ne pas gêner les élections de délégués du personnel de Sochaux») se succèdent. Dans les meetings, la direction PCF intervient comme des diviseurs (l'élu PCF local se pointe dès le premier meeting : les slogans lancés, comme «union, action, programme commun», sont ultra-minoritaires). Alors que la CFDT ne faisait jusque-là que des banderoles unitaires (CFDT-CGT), le PCF porte la responsabilité d'avoir sorti la première banderole de boutique (CGT) ; les travailleurs ont d'ailleurs répondu en scandant «Unité ! Unité !». Le secrétaire CGT du CE se permet de négocier en coulisses avec le patron et la CGC.

Toutes ces tentatives de division aboutissent logiquement à la trahison d'une des revendications de la classe ouvrière des Cycles : les 300 F. La CGT, en effet, prend l'initiative, en mettant la CFDT devant le fait accompli, d'envoyer une lettre à l'inspection du travail proposant de négocier sur la base des 150 F au lieu des 300 F. Elle prend l'initiative de lancer une pétition et à ce moment eux qui n'avaient rien fait pour la popularisation de la lutte, vont se dépenser sans compter pour appeler les travailleurs à approuver leur trahison. Un tract du Parti communiste marxiste-léniniste de France informait la classe ouvrière du mauvais coup qui se tramait dans son dos et contre ses intérêts.

Section CFDT :

Globalement, les positions de la section CFDT sont justes (pour les revendications, sur les méthodes de lutte...). Mais cependant, au nom de la sacro-sainte «unité d'action» avec la CGT se manifeste trop souvent du «suivisme» et il faut bien le dire de l'opportunisme. Elle ne fait pas «l'unité d'action» avec la CGT mais «derrière» la CGT.

Par exemple, sur le problème des 300 F : la section CFDT n'a pas accepté, avec juste raison, de changer les revendications des travailleurs, en cours de conflit, sans demander leur avis aux premiers intéressés. Mais à aucun moment, la section CFDT n'a affirmé clairement ses positions, essayant de rogner les angles, allant même jusqu'à signer un tract commun avec la CGT où figuraient les 150 F ! Simultanément, elle sortait un tract CFDT où était réaffirmée l'augmentation des 300 F pour tous ! C'est un exemple type d'opportunisme. D'autre part la CFDT a proposé un vote pour choisir (150 ou 300 F). Qui a refusé ? Le patron, la CGC... et la CGT. Quand le patron a dit non, la CFDT a répondu par tract : le patron a-t-il peur de la démocratie ? etc. Mais quand la CGT a dit non, se plaçant de fait sur les positions du patron, refusant la démocratie prolétarienne, la CFDT a réagi à peine, sur un ton de regret ; dans le tract on pouvait lire : «Nos positions ne sont pas si éloignées que certains veulent bien le dire». C'est-à-dire que ce tract effaçait la ligne de démarcation nette entre les positions de lutte de

classe (maintien des 300 F) et les positions de collaboration de classe (150 F).

LA LUTTE ENTRE 2 LIGNES

Tout au long de la grève se manifestent deux lignes. Une ligne de lutte de classe conséquente qui peut mener, seule, à une victoire contre Peugeot et ses laquais. Cette ligne est représentée par une bonne partie des militants CFDT, et par la cellule Guy Mocquet du PCMLF. S'opposant à cette ligne et entrant en contradiction avec elle, une ligne de collaboration de classe, de division des travailleurs, de nature antidémocratique, antiouvrière, représentée toujours par les positions officielles de la section CGT. Cette ligne conduit inévitablement à la défaite par la trahison (qui a déjà commencé).

Pour vaincre, il faut inévitablement démasquer, isoler et battre la direction PCF de la CGT et sa ligne antiouvrière. L'ennemi a deux têtes : les patrons et leurs valets ; et la direction PCF de la CGT. De plus en plus de travailleurs révolutionnaires en sont conscients. Or, dans cette tâche, la direction PCF elle-même nous aide beaucoup. Il est dans sa logique antidémocratique de chercher par tous les moyens à contrôler tout ce qu'elle ne contrôle pas encore directement, d'éliminer tout ce qui résiste à sa volonté de domination sans partage. Elle condamne d'une façon imbécile tout ce qui se fait en dehors d'elle (comité de femmes, etc.), accuse à tort et à travers (elle traite le secrétaire CFDT de gauchiste) insulte (flies, etc.). Dans les actes, son masque tombe. Un exemple parmi tant d'autres : alors qu'à Beaulieu, le PCF collait des affiches qui soi-disant soutenaient la lutte des travailleurs des Cycles, à Sochaux, il recouvrait systématiquement (avec des affiches qui n'avaient rien à voir) des affiches de la CFDT des Cycles appelant à la solidarité. De plus, ils sabotent les collectes.

IL Y A «UNITÉ» ET UNITE :

L'«unité d'action» avec la CGT telle qu'elle a tendance à la concevoir la CFDT revient à vouloir concilier deux extrêmes — la lutte «classe contre classe» et la collaboration de classe. Sans affirmer publiquement devant les travailleurs les positions justes de la section syndicale mais au contraire au nom de l'«unité» en cachant ses opinions, la CFDT se rangerait de fait dans les positions de collaboration de classe de la CGT et servirait objectivement les intérêts capitalistes des patrons Peugeot.

L'unité à réaliser, c'est l'unité de l'ensemble de la classe ouvrière des Cycles autour des justes positions de classe. Quel que soit l'avis de quelques kollabos permanents du PCF, quand l'intérêt de l'ensemble des travailleurs est en jeu, un syndicat se doit d'exposer publiquement la ligne de conduite démocratiquement décidée et à ne pas y revenir à aucun prix au nom de l'«unité». La classe ouvrière des Cycles si on lui en donne les moyens pourra dans ces circonstances reconnaître ses intérêts.

Dans ce sens, le rôle d'un parti communiste authentique, par de justes positions de classe, ne rentre pas en contradiction avec l'intérêt de la classe ouvrière en lutte mais au contraire il forge son unité dans la lutte classe contre classe et permet de préparer à tous points de vue les grandes batailles de classe de l'avenir, contre la bourgeoisie et ses meilleurs agents dans les rangs ouvriers. La suite de la grève, sa défaite ou bien sa victoire sera riche d'enseignement et nous avons beaucoup à apprendre.

Les communistes marxistes-léninistes de l'usine avec la participation d'un groupe d'ouvriers des Cycles.

L'Humanité Rouge

document

SNCF: Après les grèves (1)

Coalition du gouvernement et des fédérations syndicales contre la lutte des cheminots

L'accord-bidon signé entre le gouvernement et les cinq syndicats croupions n'a en rien satisfait les revendications en cours des cheminots.

En effet le contenu de l'accord signé le 24 mars 76, mais tenu secret par les fédérations CGT et CFDT, ne fait que reprendre les propositions que la SNCF avait faites en janvier et qui sont à l'origine du grand vent de colère qui a soulevé les cheminots dans l'une de leurs plus grandes luttes.

Le seul point positif de l'accord c'est qu'il retire du projet de protocole la proposition provocatrice de créer une cinquième catégorie au sommet dans la filière des roulants, le niveau T5.

Par contre la revendication du salaire de base à 2 000 F par mois est intacte, malgré les progrès vertigineux de l'inflation en cours et de l'augmen-

tation continue des prix. Les conditions de travail sont continuellement aggravées par la poursuite de la politique de suppression de personnel, par compression des effectifs.

Ces deux revendications restent intactes après la signature de l'accord.

Elles restent intactes après l'ordre de reprise du travail lancé par les fédérations CGT et CFDT après leur ordre de grève de 48 heures. Aucune perspective de discussions ou de nouvelles ouvertures de négociations n'est ouverte. Pourquoi en sommes-nous là ? Pourquoi un grand mouvement de lutte des cheminots, démarré à la base sur les chapeaux de roues est-il anéanti avant d'avoir montré toute sa force et son efficacité ?



La CGT a réussi son opération parce que depuis le début du mouvement elle a réussi à faire approuver ses positions par la fédération CFDT. Un représentant CFDT a, dans une assemblée générale de la gare de Paris-Lyon, vendu le morceau, en déclarant que sa fédération privilégiait son unité avec la fédération CGT. Autrement dit la fédération CFDT accepte de se noyer avec la CGT plutôt que d'appliquer démocratiquement la ligne de masse. Elle se détermine non pas par rapport aux masses, par rapport au mouvement de masse, mais par rapport à la CGT. Cette position suiviste et capitulationniste de la CFDT par rapport à la CGT a permis à la CGT de réaliser sa nouvelle trahison.

Les actes de la CFDT ne sont pas en conformité avec ses paroles et ses écrits, notamment lorsqu'elle prétend qu'elle est contre les grèves répétées de 24 heures, qu'il faut des mouvements de grande ampleur ! Dans le mouvement en cours des cheminots elle a trahi plusieurs fois sa parole, notamment lorsqu'elle a accepté de limiter à 24 heures la grève du 9 mars, tout au moins à certains endroits à la base, également à la veille des départs en vacances lorsqu'elle s'est jointe au mot d'ordre de la CGT pour coiffer la FGAAC et pour torpiller ensuite ce mot d'ordre dès le vendredi 19 mars alors que les syndicats CFDT poursuivaient le mouvement aux dépôts de Paris-Lyon et Villeneuve. La CFDT a encore été suiviste pour donner le mot d'ordre de grève limitée à 48 heures pour les 25 et 26 mars. Enfin la fédération CFDT a été suiviste pour organiser la reprise du travail le 27 mars, à partir du 26 mars, c'est-à-dire au plein milieu de la grève de 48 heures.

Lorsque les fédérations ont lancé le mot d'ordre de grève de 24 heures, ce n'était pas pour développer la grève partie de la base, ni la coordonner. C'était dans le but de se donner contenance en sortant de la table ronde, et de montrer leur efficacité en faisant rentrer tout le monde au travail, 48 heures après.

FAIRE PRESSION SUR LES SYNDICATS CROUPIONS

La direction CGT, et la fédération CFDT à sa suite voulaient en brisant cette grève faire la démonstration auprès du gou-

vernement de leur efficacité et de leur représentativité face aux cinq syndicats croupions. Ils voulaient par là obtenir la promesse de nouvelles négociations. Au contraire dans leurs interventions pour exiger partout la reprise du travail ils ont été jusqu'à dire que puisque l'accord était signé, on n'y pouvait plus rien, qu'il était «juridiquement» valable. En réalité la comédie des trois mois de négociations avait pour but d'essayer d'empêcher les cinq de signer l'accord. Les fédérations ont vu dans l'action des cheminots le moyen, non pas de faire céder le pouvoir représenté par la SNCF, mais le moyen d'exercer une pression sur les autres syndicats pour qu'ils ne signent pas.

POUR LA CGT : TORPILLER LA GREVE

Dès lors que les autres fédérations avaient signé, pour la fédération CGT, la poursuite de l'action n'avait plus aucune justification. Voilà quelle est exactement la teneur du complot qui s'est tenu contre les cheminots du 17 au 27 mars. Dès l'instant où la signature des cinq était acquise le but de la CGT était clair : arrêter la grève.

Comment ? en la coiffant par un ordre de grève de 48 heures et au cours de ces 48 heures torpiller la grève partout, en organisant la démoralisation, en organisant partout la reprise du travail, et ceci, si possible avant même la fin de l'ordre de 48 heures. Ceci a été appliqué de manière claire et nette à Paris-Sud-Est et ailleurs. La CGT a réuni ses syndiqués, seuls, par chantiers pour leur faire voter la reprise du travail dès le 25 au soir ou le 26 au matin.

La dispersion des piquets de grève a été organisée. Avec ces prises de position partielles, il a été fait pression sur les représentants CFDT. Ensuite il a été fait pression sur les assemblées générales souveraines qui étaient mises devant le fait accompli, au nom de la «démocratie». Les non-syndiqués, souvent les plus combattifs, ont été expulsés des réunions comme à la gare de Paris-Est. Même les syndiqués connus qui n'avaient pas leur carte sur eux. Les bonzes CGT ont donc agi partout à l'inverse de la ligne de masse, et en minoritaires, en véritables manipulateurs.

LA CFDT : «SE RALLIER DE FAÇON PRIVILEGIEE A LA CGT»

Mais partout les méthodes de la CGT ont été contestées de façon virulente par les masses. Des camarades de la base, de tous les chantiers, agents d'exécution ou maîtrise, syndiqués CGT ou CFDT, ou inorganisés, sont intervenus pour dénoncer ces méthodes de la CGT. Les responsables de la CFDT n'ont nulle part pris une attitude claire et de soutien au mouvement de masse. Ils ont tout simplement maintenu l'équivoque, «se ralliant de façon privilégiée à la CGT» selon leurs termes, tout en disant de renforcer les piquets de grève là où les camarades décidaient majoritairement la poursuite de la grève. Ils n'ont rien fait pour faire voter les grévistes, ce qu'exigeaient ceux-ci, et ce à quoi s'est systématiquement opposée la CGT. Lorsqu'ils ont vu qu'ils étaient battus par les masses, les dirigeants CGT ont quitté les lieux des assemblées générales, entraînant une partie de leurs troupes avec eux. Ceci répondait à une tactique générale prévue à l'avance.

Cette situation dégradée dès le jeudi soir 25 mars, premier jour de la grève de 48 heures, se produisait au moment même où le matamore Georges Ségué, membre du BP du PCF qui a renié la dictature du prolétariat, le poing fermé, et l'Internationale, claironnait le 25 mars à Sin-le-Noble (Nord) qu'il voulait «organiser une action d'ampleur nationale devant prendre une dimension politique sérieuse», qu'il voulait «frapper un grand coup pour faire sauter (pas moins !) le verrou que le patronat impose aux revendications des travailleurs».

Ce court en pattes a reçu immédiatement le renfort de son acolyte Henri Krasucki, même renégat, membre du BP du PCF : «Il faut y aller plus fort unis, d'une façon efficace et responsable.»

ARGALON GENTIL MEME COMBAT

Ces deux déclarations avaient pour mobile de cacher aux travailleurs, à la classe ouvrière, le poignard qu'ils enfonçaient dans le dos des cheminots, au même moment. D'ailleurs Georges Ségué est un récidiviste du procédé, un habitué des petites phrases. La conduite de la CGT chez les cheminots n'avait pas pour but de «frap-

per un grand coup» sur le gouvernement mais sur les cheminots. Elle avait pour but de réaliser la phrase de Gentil, directeur de la SNCF, au sortir des négociations, dès le 24 mars au soir, au même moment où la CGT et la CFDT lançaient leur mot d'ordre de grève de 48 heures : «La situation sera redevenue normale à la SNCF dans les 48 heures !» Qui lui avait donné cette assurance sinon Argalon responsable national de la fédération des cheminots, porte-parole au cours des dernières négociations de la fédération CGT. Argalon ne s'est-il pas engagé, au cours de cette ultime négociation, à faire reprendre le travail aux cheminots, dans un délai de 48 heures. La question est posée mais les faits ont déjà répondu.

La vérité c'est que le 25 mars, au cours de cette journée capitale, la CGT-EDF annonçait une grève de retardement pour le 9 avril, limitée comme par hasard à 24 heures. C'était ainsi montrer aux cheminots qu'il ne fallait pas compter avec la solidarité de l'EDF avant le 9 avril. Cette action de l'EDF claironnée avec 20 jours d'avance n'était qu'un seau d'eau supplémentaire de la CGT sur la grève des cheminots.

La CFDT a aussi jeté le même jour son seau d'eau sur cette lutte. C'est le même jour qu'il a été annoncé que E. Maire et G. Ségué se rencontreraient le 7 avril. Donc la grève des cheminots ne justifiait pas une rencontre immédiate pour élargir l'action au niveau de l'ensemble du secteur nationalisé sur des revendications urgentes et communes :

- Non aux accords-bidons signés partout par les syndicats croupions ;
- 200 000 AF de salaire de base mensuel ;
- Réfutation de l'indice INSEE et de la politique salariale et des prix du pouvoir ;
- Lutte contre le chômage, contre les licenciements (augmentation des effectifs dans toutes les entreprises nationalisées).

La vérité c'est que le 25 mars il était décidé d'organiser une grève à la RATP pour le lundi 29 mars. La CGT et la CFDT à sa traîne ont refusé d'organiser la jonction de la grève des cheminots avec celle de la RATP.

Voilà donc quelle est la réalité, la matérialité du complot dressé contre les cheminots par le pouvoir de Giscard, par la direction SNCF, par les cinq syndicats croupions, par la CGT et la CFDT à sa remorque.

(À suivre demain)